

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

110 Boulevard de la salle  
45760 BOIGNY SUR BIONNE

Tél : +337 77 14 12 64

Mél : francois-jacques.lecluse@bureauveritas.com

N° affaire : 21819516\_1-99JG70J

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération : 45/OLIVET/12RC BAT0025 MESS**

12ème Régiment de cuirassiers

45160 OLIVET

**Destinataire :**

SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES

Patricia SAVARY

139 RUE DE BERCY

75572 PARIS CEDEX 12

**Plan Général de Coordination**


**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 2**



**12ème Régiment de Cuirassiers**

**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
11/04/2025	Rev0	Etablissement PGC initial	François-jacques LECLUSE
10/06/2025	Rev1	Mise à jour - Phase DCE	François-jacques LECLUSE 



# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	10
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	14
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	15
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	15
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>16</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>17</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>18</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>21</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>28</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	28
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	29
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	29
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	30
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>30</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	30
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	30
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>30</b>



4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	30
4.5.2. Travaux superposés .....	31
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	31
4.5.4. Protection contre le bruit .....	31
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	31
4.5.6. Travaux en hauteur .....	31
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	32
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	32
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>33</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	33
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	33
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	33
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	33
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>33</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>34</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>34</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>34</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>34</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	34
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	35
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	35
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>36</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>36</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>37</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>37</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>37</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>38</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>38</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>38</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>39</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>39</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>39</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>39</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>39</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>39</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>39</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>41</b>



## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**



Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- du dossier APD puis DCE fourni par le MOE.



# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Le projet concerne la **réhabilitation et la mise aux normes du mess, bâtiment 0025**. Le bâtiment concerné se trouve dans le quartier Valmy – 12eme régiment des cuirassiers à Olivet (45). Il est également prévu de réaliser 3 extensions aux bâtiments.

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : **Appel d'offres**.

Mode de passation des marchés : **lots séparés**.

Type de marchés : **public**.

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 avril 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 20

Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

Traitement des déchets générés par le chantier.

Mise en place des bennes, compris la gestion des approvisionnements et enlèvement, par le **lot 01**.

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) :

**4 Lots (19 sections techniques au total) :**

#### **LOT 01 – STRUCTURE/VRD/ENVELOPPE** comprenant :

- Section technique **01** - VRD / Espaces verts
- Section technique **02** - Désamiantage / Démolition / Curage
- Section technique **03** - Gros-œuvre
- Section technique **04** - Charpente bois / Mur ossature bois
- Section technique **05** - Couverture - Etanchéité
- Section technique **06** - Façades
- Section technique **07** - Menuiseries extérieures aluminium
- Section technique **08** - Serrurerie

#### **LOT 02 – AMENAGEMENT INTERIEUR / PARACHEVEMENT** comprenant :

- Section technique **09** - Cloisons / Doublages
- Section technique **10** - Plafonds suspendus
- Section technique **11** - Menuiseries intérieures bois
- Section technique **12** - Revêtements de sols souples - Faïence
- Section technique **13** - Peinture - Nettoyage

#### **LOT 03 – EQUIPEMENTS TECHNIQUES** comprenant :

- Section technique **14** - Electricité CFO/CFA
- Section technique **15** - Chauffage Ventilation
- Section technique **16** - Plomberie sanitaires

#### **LOT 04 – EQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE PRODUCTION FRIGORIFIQUE** comprenant :

- Section technique **17** - Froid alimentaire



- Section technique **18** - Cloisons isothermes
- Section technique **19** - Equipements de restauration (Caniveaux et siphons de sol)

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Environ **50 personnes** sont estimées, en effectif de pointe.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	patricia.savary@intradef.gouv.fr	Patricia SAVARY
Maîtrise d'ouvrage délégué	ESID de RENNES / PCO de TOURS	RD 910 37076 TOURS CEDEX 2	06 28 21 28 44 pierre.gernez@intradef.gouv.fr	Pierre GERNEZ (CNE)
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (45)	110, boulevard de la Salle 45760 BOIGNY SUR BIONNE	07 77 14 12 64 francois-jacques.lecluse@bureauveritas.com	François-Jacques LECLUSE
Architecte / Maître d'œuvre	ARS Architectes Urbanistes	8 Rue Linné 44100 nantes	ars@rocheteau-saillard.com	M. Le Responsable
Bureau d'étude	EGIS	60, rue Blaise Pascal CS 24305 37043 TOURS CEDEX	06 07 49 43 14 fabrice.philipponneau@egis-group.com	Fabrice PHILIPPONNEAU
OPPBTP	OPPBTP CENTRE VAL DE LOIRE	3 Rue Du Greffoir 45000 ORLEANS	anthony.marcault@oppbtp.fr	Anthony MARCAULT
CARSAT	CARSAT Centre Val de Loire Cher	36 Rue Xaintrailles  45000 ORLEANS	prevention@carsat-centre.fr	M. Le Responsable
DREETS	DREETS Centre Val de Loire	131, rue Faubourg Bannies 45000 ORLEANS	02 38 78 98 38 centre-ut45.uc2@direccte.gouv.fr	M. L'Inspecteur
Inspection du travail	Contrôle général des Armées	Inspecteur du travail 60 Boulevard du général Valin 75055 Paris cedex 15	romain1.vergne@intradef.gouv.fr	M. L'inspecteur

Liste complète des entreprises en pièce jointe



## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Oeuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

**Art. L. 4722-6** : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.



### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :



Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## 2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.



### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

##### Contraintes d'environnement de site

###### Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

###### Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

###### Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le chantier est situé sur un **site militaire occupé** avec accès à différents bâtiments

Les consignes visiteurs et entreprises extérieures, pour les **accès et circulations sur le site du 12e RC** sont :

- Personnel disposant d'un **CPR en cours de validité** (3 ans de validité),
- Diffusion de la **liste nominative** et exhaustive du personnel attendu sur le site, par entreprise,
- Respecter les horaires et procédures d'accès définies en réunion.
- Passage obligatoire au **poste de sécurité** avec pièce d'identité (et carte grise pour véhicule),
- Respecter les **procédures en vigueur sur le site**,
- Respecter / emprunter les **voies de circulations piétonnes** réservées à cet effet,
- Respecter le **plan de circulation** intérieur pour les véhicules de chantier,
- Stationnement des véhicules en marche arrière sur les emplacements prévus à cet effet,
- Respecter les consignes de tris. Bennes différenciées à prévoir selon place disponible,
- Respecter le **code de la route** sur le site,
- Ne pas circuler, ni stationner dans les zones de manoeuvre d'engins, de stationnement d'engins / poids lourds, etc...

Dès la phase de préparation du chantier, l'entreprise du **lot 01** devra établir son plan d'installation du chantier (PIC) en prenant le soin de faire apparaître les clôtures et voies de circulations qu'elles soient piétonnes ou pour les véhicules.

Aménagements de la **base vie à la charge du lot 01** à réaliser en priorité.

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

Demandes d'arrêtés, Autorisations concessionnaires, etc...

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sols. Une copie sera adressée au coordonnateur SPS.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations et accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire.

Tous les moyens devront être mis en oeuvre pour limiter la production de déchets.



#### **Autorisation d'intervention sur site :**

L'accès et le travail des entreprises sur le site ne pourront se faire qu'après avoir rempli certaines conditions, soit :

- Avoir effectué une **inspection commune** avec le CSPS.
- Avoir envoyé son **PPSPS** au CSPS et posséder un exemplaire sur chantier.
- Avoir respecté les procédures d'accès au site, notamment être en possession d'un **CPR en cours de validité** (pour chaque personne devant entrer sur le site).
- Fournir une **liste exhaustive des personnels** susceptibles d'intervenir sur le site au MOA et au Coordonnateur SPS (en annexe du PPSPS, par exemple), compris les différentes habilitations des intervenants.

#### **Mise en oeuvre et entretien par le lot 01 :**

- Eau, évacuation des eaux pluie et des points d'eau,
- Électricité, puissance armoire, coffrets
- Éclairage : Voies de circulations et stockage, circulations horizontales et verticales et par séquence.

### **3.2. Emprise de chantier**

#### **3.2.1. Clôture et portail**

- L'ensemble des zones travaux seront clôturées suivant le phasage. Les clôtures devront être maintenues en place et en bon état jusqu'à la fin complète des travaux.
- Des accès spécifiques au site, adaptés à l'accès des secours devront être mis en oeuvre.
- Tout élément hors de la zone de chantier clôturée, devra être également clôturé (zone de stockage, zone de livraison, base vie, etc...)

#### **3.2.2. Accès**

Accès des intervenants par l'entrée principale de la base du 12ème Régiment de Cuirassiers.

La zone cantonnement est située en dehors de l'emprise du chantier, l'accès est indépendant de la circulation des camions et véhicules de livraison.

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés. La maintenance et l'entretien des clotures sera assuré par le **lot 01**.

**IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE FUMER SUR LE SITE EN DEHORS DES ZONES PREVUES A CET EFFET.**

#### **Accès piétons :**

Les circulations piétonnes se font de plain-pied, en protections collectives, pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier.

#### **Accès véhicules :**

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'OEuvre et l'entreprise.

Pendant la période de préparation, l'entreprise élaborera un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

#### **Clôtures de chantier :**

L'emprise travaux et base vie sera entièrement clôturée. Ces clôtures auront une hauteur d'au moins 2m et seront parfaitement étanche à toute intrusion.

Les portails véhicules et engins de chantier seront de conception similaire. (Les portails seront munis de roues afin de faciliter leur manipulation, fermeture, ouverture)



Des portillons d'accès piétons seront mise en place.

**Contrôle d'accès - sureté :**

Respecter les procédures d'accès au site définies par le MOA et le MOE.

### 3.2.3. Circulations

**Contrôle des entrées et sorties**

Les accès au chantier devront être condamnables en dehors des heures ouvrables.

Les accès devront être systématiquement libres et entretenus pour permettre l'intervention des services de secours.

Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte, pour cela, l'entreprise fera apparaître sur son plan de circulation les aires de stationnement mise à disposition du personnel dans l'emprise du site ainsi que sens de circulation et de manoeuvre des véhicules et engins, séparation des circulations des piétons et des véhicules, organisation des manoeuvres à faire par l'entreprise (suivant plan de phasage proposé dans le dossier de consultation des entreprises..

Toutes les manoeuvres d'engins de chantier seront gérées par un chef de manoeuvre qualifié.

Signalisation intérieure, extérieure (modalités de mise en place et d'entretien)

L'entreprise devra mettre en place l'affichage réglementaire sur les clôtures mais aussi aux entrées et sortie des chantiers, affichage de la limitation de vitesse à l'intérieur des zones communes de circulation, fléchage des accès vers le stationnement et accès aux zones de vie.

**Dispositions de sécurité générale :**

Les conducteurs d'engins devront respecter les zones à ne pas survoler avec une charge, les locaux et toutes les zones de circulation qu'elles soient piétonnes ou réservées aux véhicules.

NOTA : Les véhicules de chantier ne devront en aucun cas gêner la circulation des piétons qui restent prioritaires dans tous les cas ainsi que les véhicules de livraisons.

**Contrôle des accès :**

Les entreprises fourniront la liste de leurs intervenants sur site.

Les intervenants de chantier porteront un badge nominatif et seront en possession de leur pièce d'identité.

### 3.2.4. Signalisation

**Fléchage - Signalétique d'accès**

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manoeuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de l'entreprise titulaire du **lot 01**.

A l'intérieur de la zone clôturée une signalisation d'accès aux chantiers sera mise en place par l'entreprise titulaire de ces lots.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

**Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

Fait et entretenu par : **lot 01**.

### 3.2.5. Stationnements



Une zone de stationnement pour les véhicules de chantier sera proposée par le **lot 01**, à proximité de la zone de cantonnement. Cette zone sera identifiée en mentionnée sur le PIC.

### 3.2.6. Stockage

L'entreprise du **lot 01** établi, dans son plan d'installation de chantier, les zones de stockages, suivant les demandes formulées par les entreprises dès la première réunion du chantier.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'entreprise du lot Gros oeuvre établira les DICT lors de la phase de préparation du chantier.  
Le résultat de ces DICT sera diffusé à l'ensemble des intervenants.

L'entreprise du **lot 01** demandera les plans de réseaux au Maître d'ouvrage sur la zone privée.

Réseaux enterrés non renseignés.

Les entreprises devront consulter les plans de récolements existants.

Application du décret n°65-48 du 08/01/65 modifié par le décret 95-608 en date du 06/05/95 titre 12 : Travaux au voisinage de lignes canalisations et installations électriques.

Présence de réseaux sous le projet et à proximité de celui ci dans le domaine privé. Les entreprises devront consulter les plans de récolements existants. Il est prévu la réalisation d'une campagne de recherche de réseaux systématiquement avant chaque prise de site. Néanmoins, pour plus de sécurité, il sera systématiquement effectué des sondages de reconnaissance manuelle avant ouverture de fouilles.

Le travail à proximité des réseaux enterrés ou aériens électriques « en service » entraîne l'obligation de l'habilitation BO de tous les conducteurs d'engins et personnels d'accompagnement, dans toutes les zones d'intervention.

A prévoir : éclairage de l'ensemble des circulations dans le chantier, éclairage des abords du chantier et de la base vie, hors base vie, l'installation électrique devra être équipée d'une horloge pour en couper l'usage en dehors des horaires du chantier, dans les cages d'escalier, l'entreprise d'électricité devra prévoir la mise en place d'un éclairage de secours pour éviter les zones d'ombres lors de coupures de l'alimentation du chantier.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

#### **Locaux de vie et d'hygiène communs :**

Installés pendant la période de préparation (Cf. PIC plan d'installation de Chantier, à établir par le **lot désigné 01**)

L'entreprise doit la mise en place de la base vie pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Les installations sanitaires (WC et Douches) mais aussi les réfectoires et vestiaires doivent être prévu pour un effectif de **50 personnes** environ.

#### **Bloc sanitaires hommes :**

- 1 WC et un urinoir pour 20 personnes
- 2 douches avec coin vestiaire pour 8 personnes
- 1 lavabo avec eau froide et eau chaude pour 10 personnes

La clé de ce bloc sanitaire sera à disposition dans le bureau de chantier.

#### **Bloc sanitaires femmes :**

- 1 WC pour 10 personnes
- 1 poubelle par WC
- 2 douches avec coin vestiaire pour 8 personnes
- 1 lavabo avec eau froide et eau chaude pour 10 personnes

La clé de ce bloc sanitaire sera à disposition dans le bureau de chantier.

L'installation devra satisfaire aux exigences de la réglementation, suivant le code du Travail et décret du 8 Janvier 1965.

Un rince oeil et douche extérieur de décontamination seront installées avant l'entrée dans les vestiaires, ces



éléments sont nécessaire pour assurer les premiers soins pour les personnes en danger.

#### **Eau potable :**

Un branchement « eau potable » devra desservir la zone vie de chantier.

#### **Bureau de chantier / salle de réunion :**

Une salle de réunion dimensionnée pour accueillir au moins **25 personnes**, y compris équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie ...)

2 bureaux (un pour la MOA et un pour la MOE) où seront maintenus en permanence dans une armoire fermant à clef, outre le dossier marché de l'opération

- le P.G.C. (dernier mis à jour).
- les P.P.S.P.S. des entreprises,
- une copie du registre journal.

#### **Locaux vestiaires et réfectoires :**

- équipés conformément à la réglementation

(Ils peuvent être composés de bungalows distincts pour les vestiaires : zone propre/zone sale)

- vestiaires équipés d'armoires métalliques à 2 compartiments.
- réfectoires équipés de tables à revêtement lavable : chauffe-plats et postes d'eau à prévoir si repas pris sur place.

Tous ces locaux seront raccordés aux réseaux (AEP - électricité et le téléphone) et chauffés.

#### **Le lot 01 devra prendre en compte dans les installations de base vie :**

- la mise en place de locaux séparés pour le personnel féminin,
- l'installation d'un sanitaire de proximité sur l'emprise du chantier,
- l'installation d'une **zone fumeur** au niveau des cantonnements et d'une autre sur l'emprise de chantier.

### **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

Chaque entreprise assure le nettoyage et l'entretien de son poste de travail, le **lot 01** mettra en place un tri sélectif avec des bennes dont il aura la charge des rotations, avec affichage pour permettre une meilleure répartition des déchets.

Chaque entreprise assure le nettoyage et l'amenée jusqu'à ce point de collecte.

#### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

Le Maître d'Oeuvre établira un projet de plan d'installation du chantier et le soumettra au Coordonnateur SPS et Maître d'Ouvrage pour consultation.

#### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **lot 01** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention



- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement des grues,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche ,
- de l'emplacement des armoires générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **lot 01** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	lot 01	lot 01	durée du chantier
Accès	lot 01	lot 01	durée du chantier
Circulations	lot 01	lot 01	durée du chantier
Signalisation	lot 01	lot 01	durée du chantier
Stationnement	lot 01	lot 01	durée du chantier
Stockage	lot 01	lot 01 signé par le MOE	durée du chantier
Réseaux provisoires de chantier	lot 01	lot 01	durée du chantier
Coffret électrique général	lot 01	lot 01	durée du chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	lot 01	lot 01	durée du chantier
Cantonnement	lot 01	lot 01	durée du chantier
Infirmier de chantier	Sans objet	Sans objet	durée du chantier
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	durée du chantier
PIC	lot 01	lot 01	durée du chantier
Protections collectives	lot 01	lot 01	durée du chantier
Accès hauteur communs	lot 01	lot 01	durée du chantier
Déchets - Gravats	lot 01	GROS OEUVRE	durée du chantier



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 GROS- OEUVRE / VRD / CLOS COUVERT			Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Déplacement de plain-pied Multi danger Multi danger Collision, heurt Engins et matériels Rupture, effondrement Amiante Rupture, effondrement Stabilité, renversement Travail en hauteur Travaux à point chaud Engins et matériels Travail en hauteur Travail en hauteur Manutention manuelle Inflammation, explosion	- pas de travaux sous tension - balisage de la zone avant intervention - personnel formé et habilité au domaine de tension - utilisation d'outil homologués, isolés et en bon état. - baliser la zone d'intervention avant tous travaux - interdire l'accès à toute personne non autorisée au voisinage. - Personnel en possession des autorisations de conduite - Engins à jour de leur contrôle périodique valide (< 6 mois) - Balisage de la zone d'intervention avant travaux - Gyrophare fonctionnel - Signal sonore de recul fonctionel - Séparation physique des accès piétons et engins. - Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). - Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. - Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier.  Protections des aciers en attentes et d'implantation.  Port du gilet réfléchissant et homme trafic.  Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur Chantier clos et indépendant  Clôture de zones  Pas d'autres corps d'état dans la zone de montage de charpente



				<p>Accès en toiture et protections collectives</p> <p><b>Pas de travaux sur escabeaux</b></p> <p><b>Pas de travaux sur échelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir les circulations propres et dégagées.</li> <li>- Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière.</li> <li>- Privilégier les moyens de manutention mécanisés</li> <li>- Adopter des gestes et postures ergonomique</li> </ul>
<p><b>2</b></p> <p><b>SECOND</b></p> <p><b>OEUVRE -</b></p> <p><b>LOTS</b></p> <p><b>TECHNIQUES</b></p> <p><b>- FINITIONS</b></p>			<p>Travaux à point chaud</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Contact électrique direct ou indirect</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Chute d'objets, éclats</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Manutention manuelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laisser les voies d'accès libres</li> <li>- Baliser les fouilles et les cheminements piétons.</li> <li>- Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux.</li> <li>- Les camions seront guidés par une homme trafic pour les marches arrières.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel en possession des autorisations de conduite</li> <li>- Engins à jour de leur contrôle périodique valide (&lt; 6 mois)</li> <li>- Balisage de la zone d'intervention avant travaux</li> <li>- Gyrophare fonctionnel</li> <li>- Signal sonore de recul fonctionnel</li> <li>- Séparation physique des accès piétons et engins.</li> <li>- Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur).</li> <li>- Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier.</li> <li>- Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier.</li> <li>- pas de travaux sous tension</li> <li>- balisage de la zone avant intervention</li> <li>- personnel formé et habilité au domaine de tension</li> <li>- utilisation d'outil homologués, isolés et en bon état.</li> <li>- baliser la zone d'intervention</li> </ul>



				<p>avant tous travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdire l'accès à toute personne non autorisée au voisinage.</li> </ul> <p>Engins à jour des vérifications périodiques, personnel formé avec autorisation de conduite et CACES.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montage / démontage / contrôle des équipements par du personnel formé et habilité.</li> <li>- PV de réception et de contrôle présents et consultable sur site.</li> <li>- Balisage</li> <li>- Guidage</li> <li>- Protections collectives</li> <li>- EPI</li> </ul> <p>Accès en toiture et protections collectives</p> <p><b>Pas de travaux sur escabeaux</b></p> <p><b>Pas de travaux sur échelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir les circulations propres et dégagées.</li> <li>- Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière.</li> <li>- Privilégier les moyens de manutention mécanisés</li> <li>- Adopter des gestes et postures ergonomique</li> </ul>
--	--	--	--	--



## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - GROS-OEUVRE / VRD / CLOS COUVERT**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la <b>consignation</b> des fluides.</p> <p><b>Travaux d'ordre électrique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pas de travaux sous tension</li> <li>- balisage de la zone avant intervention</li> <li>- personnel formé et habilité au domaine de tension</li> <li>- utilisation d'outil homologués, isolés et en bon état.</li> <li>- baliser la zone d'intervention avant tous travaux</li> <li>- interdire l'accès à toute personne non autorisée au voisinage.</li> </ul> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées.</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après <b>consignation</b> des installations avec remise d'une <b>attestation de mise hors tension</b>. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée et diffusée.</p> <p>Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques n'excèdent pas les 25 m.</p>	.
Engins et matériels	<p><b>Conduite d'engins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel en possession des autorisations de conduite</li> <li>- Engins à jour de leur contrôle périodique valide (&lt; 6 mois)</li> <li>- Balisage de la zone d'intervention avant travaux</li> <li>- Gyrophare fonctionnel</li> <li>- Signal sonore de recul fonctionnel</li> <li>- Séparation physique des accès piétons et engins.</li> <li>- Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur).</li> <li>- Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier.</li> <li>- Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier.</li> </ul>	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	=> <b>Travaux en façade</b> : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	
Déplacement de plain-pied	<b>Circulations :</b> - Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. - Matérialisation des cheminements (séparateurs modulaires en béton armé, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête). - Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme. - Protection collective résistant au passage sur l'accès. - Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). - Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...).	.
Multi danger	<b>Protection contre les blessures térebrantes</b> (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement, heurt) - Crossage des aciers - Protections des aciers (bouchon)	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Collision, heurt	<b>Collisions, Heurts :</b> - Laisser les voies d'accès libres - Baliser les fouilles et les cheminements piétons. - Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux. - Les camions seront guidés par une homme trafic pour les marches arrières. - Les rampes d'accès au fond de fouilles seront d'une largeur suffisante pour dissocier le cheminement piéton des flux des engins de chantier.	Port du gilet réfléchissant Respecter les cheminement balisés
Engins et matériels	<b>Levage / Grue :</b> - Réalisation d'un examen d'adéquation au	Porter un gilet réfléchissant.Prévenir les risques



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>préalable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Balisage des zones de levage</li> <li>- Grue ou grutier équipé d'un anémomètre</li> <li>- Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges</li> <li>- Pas de survol de charge en dehors des zones de chantier</li> <li>- Pas de survol de charge au-dessus des personnes et zones en travaux</li> <li>- Limiteur de charge fonctionnel</li> <li>- Signal sonore du limiteur de charge fonctionnel</li> <li>- Prendre en compte les conditions météorologiques</li> </ul>	<p>de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.</p>
Rupture, effondrement	<p><b><u>Terrassement :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Blinder une fouille étroite de plus de 1m30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage.</li> <li>- Ne jamais surcharger les bords de fouilles.</li> <li>- Taluter les bords de fouille pour assurer leur stabilité.</li> <li>- Mettre en oeuvre des accès permettant d'accéder au fond de fouille et d'en ressortir en sécurité.</li> <li>- Mettre en place des moyens sécurisés pour "enjamber" une fouille ouverte.</li> </ul>	<p>Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée</p>
Amiante	<p><b><u>Amiante :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter la réglementation en vigueur</li> <li>- Établissement d'un Plan de Retrait par l'entreprise de désamiantage.</li> <li>- Diffusion du Plan de Retrait aux organismes de prévention pour validation</li> <li>- Plan de Retrait validé à annexé au PPSPS de l'entreprise de désamiantage.</li> <li>- Assurer le suivi du traitement des déchets amiantés</li> <li>- Réaliser les travaux selon la méthodologie définie dans le Plan de Retrait.</li> <li>- Maintenir les zones de chantier parfaitement étanches en toutes circonstances.</li> <li>- Utilisation de matériel et EPI adaptés et en bon état.</li> <li>- Personnel formé et habilité aux travaux de confinement et retrait d'amiante dans la sous-section concernée.</li> </ul> <p><b>Le diagnostic amiante (trop volumineux) est consultable directement dans les pièces du DCE.</b></p>	<p>Pas de coactivité sur le chantier durant les travaux de désamiantage.</p>
Rupture, effondrement	<p><b><u>Démolition - Déconstruction :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus (résistance, effet de la démolition, stabilité des éléments, etc.)</li> <li>- Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction.</li> </ul>	<p>Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.</p>



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etalement provisoire à étudier.</li> <li>- Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.</li> <li>- Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).</li> <li>- Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.</li> <li>- Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.</li> </ul>	
Stabilité, renversement	<b>Stabilité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etalement provisoire des éléments en cours de pose.</li> <li>- Stockage : voir avec le GROS-OEUVRE quant aux charges admissibles sur les planchers.</li> </ul>	.
Travail en hauteur	<b>Charpente :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier le montage des charpentes au sol.</li> <li>- Privilégier la mise en place de protections collectives dès que possible.</li> <li>- Utilisation d'une corde de guidage fixée à l'élément de charpente pour le grutage</li> </ul>	Respect des balisages Port de casque
Travaux à point chaud	<b>Travaux par points chauds :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteur au poste de travail</li> <li>- Personnel formé à l'utilisation d'extincteurs</li> <li>- Tenue de travail adaptée</li> <li>- Balisage de la zone avant intervention</li> <li>- Pas de superposition de tâche</li> <li>- Evacuation des bouteilles de gaz une fois vide.</li> </ul>	.
Engins et matériels	<b>Approvisionnement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aire de stockage définie sur le PIC.</li> <li>- Aire de livraison définie sur le PIC.</li> <li>- Établir et respecter le protocole de livraison.</li> <li>- Respect des voies de circulation du chantier.</li> <li>- Matérialiser physiquement les zones de stockage</li> </ul>	.
Travail en hauteur	<b>Toiture :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des <b>protections collectives</b> périphériques en rives de la toiture.</li> <li>- Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération.</li> <li>- En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets.</li> <li>- Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies.</li> <li>- Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP.</li> </ul>	.



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<b>Travail en hauteur :</b> - Utiliser des plateformes de travail homologuées et en bon état (PIR, PIRL, échafaudage roulant) - Balisage des zones de travail avant intervention - Pas de superposition de tâches  <b>Pas de travaux sur escabeaux</b> <b>Pas de travaux sur échelles</b>	
Manutention manuelle	<b>Manutention :</b> - Maintenir les circulations propres et dégagées. - Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. - Privilégier les moyens de manutention mécanisés - Adopter des gestes et postures ergonomique  => <b>Anticiper les approvisionnement</b> (et les moyens nécessaires aux approvisionnements : ascenseurs, grue, monte-matériaux, recettes, etc.,)	.
Inflammation, explosion	<b>Découverte d'engins explosifs :</b> - En cas de découverte d'objet suspect, => <b>ARRÊT IMMEDIAT DU CHANTIER,</b> => <b>Balisage</b> de la zone à risque, => <b>Evacuation</b> du chantier, => <b>Appel du responsable</b> sécurité du site.	

**Séquence : 2 - SECOND OEUVRE - LOTS TECHNIQUES - FINITIONS**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	<b>Travaux par points chauds :</b> - Extincteur au poste de travail - Personnel formé à l'utilisation d'extincteurs - Tenue de travail adaptée - Balisage de la zone avant intervention - Pas de superposition de tâche - Evacuation des bouteilles de gaz une fois vide.	.
Engins et matériels	<b>Approvisionnement :</b> - Aire de stockage définie sur le PIC. - Aire de livraison définie sur le PIC. - Établir et respecter le protocole de livraison. - Respect des voies de circulation du chantier. - Matérialiser physiquement les zones de stockage	.
Collision, heurt	<b>Collisions, Heurts :</b> - Laisser les voies d'accès libres - Baliser les fouilles et les cheminements piétons.	Port du gilet réfléchissant Respecter les cheminements balisés



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux.</li> <li>- Les camions seront guidés par une homme trafic pour les marches arrières.</li> <li>- Les rampes d'accès au fond de fouilles seront d'une largeur suffisante pour dissocier le cheminement piéton des flux des engins de chantier.</li> </ul>	
Déplacement de plain-pied	<p><b>Circulations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis.</li> <li>- Matérialisation des cheminements (séparateurs modulaires en béton armé, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).</li> <li>- Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.</li> <li>- Protection collective résistant au passage sur l'accès.</li> <li>- Pose des protections à l'avancement.</li> </ul> <p>Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)." </li> </ul>	.
Engins et matériels	<p><b>Conduite d'engins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel en possession des autorisations de conduite</li> <li>- Engins à jour de leur contrôle périodique valide (&lt; 6 mois)</li> <li>- Balisage de la zone d'intervention avant travaux</li> <li>- Gyrophare fonctionnel</li> <li>- Signal sonore de recul fonctionnel</li> <li>- Séparation physique des accès piétons et engins.</li> <li>- Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur).</li> <li>- Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier.</li> <li>- Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier.</li> </ul> <p><b>=&gt; Travaux en façade :</b> Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.</p>	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la	.



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p><b>consignation</b> des fluides.</p> <p><b>Travaux d'ordre électrique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pas de travaux sous tension</li> <li>- balisage de la zone avant intervention</li> <li>- personnel formé et habilité au domaine de tension</li> <li>- utilisation d'outil homologués, isolés et en bon état.</li> <li>- baliser la zone d'intervention avant tous travaux</li> <li>- interdire l'accès à toute personne non autorisée au voisinage.</li> </ul> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées.</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après <b>consignation</b> des installations avec remise d'une <b>attestation de mise hors tension</b>. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée et diffusée.</p> <p>Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques n'excèdent pas les 25 m.</p>	
Engins et matériels	<p><b>Levage / Grue :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'un examen d'adéquation au préalable</li> <li>- Balisage des zones de levage</li> <li>- Grue ou grutier équipé d'un anémomètre</li> <li>- Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges</li> <li>- Pas de survol de charge en dehors des zones de chantier</li> <li>- Pas de survol de charge au-dessus des personnes et zones en travaux</li> <li>- Limiteur de charge fonctionnel</li> <li>- Signal sonore du limiteur de charge fonctionnel</li> <li>- Prendre en compte les conditions météorologiques</li> </ul>	<p>Porter un gilet réfléchissant. Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.</p>
Travail en hauteur	<p><b>Échafaudage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montage / démontage / contrôle des équipements par du personnel formé et habilité.</li> <li>- PV de réception et de contrôle présents et consultable sur site.</li> <li>- Vérifications périodiques et quotidiennes à effectuer par les utilisateurs compétents. (maintien en parfait état)</li> </ul>	.



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil et formation à l'utilisation de l'échafaudage commune par l'entreprise de montage aux entreprises utilisatrices.</li> <li>- Balisage des zones de levage</li> <li>- Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges</li> <li>- Respect des protections collectives</li> <li>- Port du casque et gilet haute visibilité obligatoire</li> </ul>	Respect des balisages Port de casque
Travail en hauteur	<b>Toiture :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des <b>protections collectives</b> périphériques en rives de la toiture.</li> <li>- Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération.</li> <li>- En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets.</li> <li>- Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies.</li> <li>- Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP.</li> </ul>	.
Travail en hauteur	<b>Travail en hauteur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser des plateformes de travail homologuées et en bon état (PIR, PIRL, échafaudage roulant)</li> <li>- Balisage des zones de travail avant intervention</li> <li>- Pas de superposition de tâches</li> </ul> <p><b>Pas de travaux sur escabeaux</b>  <b>Pas de travaux sur échelles</b></p>	
Manutention manuelle	<b>Manutention :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir les circulations propres et dégagées.</li> <li>- Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière.</li> <li>- Privilégier les moyens de manutention mécanisés</li> <li>- Adopter des gestes et postures ergonomique</li> </ul> <p>=&gt; <b>Anticiper les approvisionnement</b> (et les moyens nécessaires aux approvisionnements : ascenseurs, grue, monte-matériaux, recettes, etc.,)</p>	.

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

**Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :**



- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **l'entreprise de Gros Oeuvre soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives communes à tous les corps d'état. Les protections collectives spécifiques à chaque lot sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot.** Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise qui les a mis en place (communes=GO ; spécifiques=TCE).
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.  
Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)  
Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.  
Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.  
Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.  
Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.  
Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise



En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le MOE et le MOA se réservent le droit de faire intervenir une entreprise extérieure pour palier à une éventuelle carence d'une entreprise. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le MOE et le MOA se réservent le droit de faire intervenir une entreprise extérieure pour palier à une éventuelle carence d'une entreprise. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

- Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.
- Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.
- Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .
- En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).
- Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.



#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

**- Tout feu intempestif est rigoureusement interdit sur le chantier.**

- Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud par l'entreprise.

- Arrêt des travaux par point chaud **2 heures** avant de quitter le chantier (**Surveillance** après travaux).

- Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

- Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

- Pour tous travaux par point chaud, port des EPI adaptés.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.



L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

- Un PV de réception est laissé sur le site, au pied de l'équipement. Il est renseigné et mis à jour à chaque contrôle périodique.

- L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

- Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

- L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

- Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

Les échafaudages devront être utilisables par les entreprises ayant à intervenir sur ces façades (pose et jointage des menuiseries, électricité etc...) ou en toiture en phase travaux. Une autorisation sera délivrée par l'entreprise en charge de cet échafaudage avec l'interdiction formelle de modifier celui ci.

**Les échafaudages seront installés sur des voies où le sol présente une stabilité suffisante, un compactage suffisant et peu de dévers.**

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

- Engins à jour des vérifications périodiques réglementaires valides de moins de 6 mois.

- Personnel formé, qualifié et disposant d'autorisation de conduite.

- Vérifier la portance des sols au préalables.

- Chef de manœuvre au sol, respect des règles de levage.



## 4.6. Moyens communs

### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

## 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

### **Matières et substances dangereuses :**

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture, ...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier :**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb, ...) seront évacués suivant les cas vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.

Les déchets d'amiante friable ou non friable devront être évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets amiantés suivant décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, articles R. 4412-111 à 113 du code du travail.

Déchets ordinaires :

l'entreprise du **lot 01** gère les déchets.



## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de **lot 01** est responsable de l'évacuation des déchets.

Bennes de tri à mettre à disposition par le lot GO, évacuation pris en charge par le lot GO, traitement via le compte prorata.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.



## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - DICT : Les projets de travaux à proximité des canalisations et des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques doivent être déclarés à leurs exploitants avant leur exécution par la déclaration de projet de travaux (DT), faite par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), faite par l'exécutant des travaux.
- Demandes d'arrêtés - ARRETE : À partir de juillet 2012, toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation d'un guichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire.

Le maître d'ouvrage et l'ensemble des entreprises qui prévoient des travaux à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, réseaux ferroviaires, etc.), sont donc tenus d'adresser une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux.

- Autorisations concessionnaires - Demandes de consignations, dégazage des réseaux et implantation des réseaux à faire avec les exploitants.

Application du décret n°65-48 du 08/01/65 modifié par le décret 95-608 en date du 06/05/95 titre 12 : Travaux au voisinage de lignes canalisations et installations électriques.

Présence de réseaux sous le projet et à proximité de celui ci dans le domaine privé. Les entreprises devront consulter les plans de récolements existants. Il est prévu la réalisation d'une campagne de recherche de réseaux systématiquement avant chaque prise de site. Néanmoins, pour plus de sécurité, il sera systématiquement effectué des sondages de reconnaissance manuelle avant ouverture de fouilles.

Le travail à proximité des réseaux enterrés ou aériens électriques entraîne l'obligation de l'habilitation BO de tous les conducteurs d'engins et personnels d'accompagnement, dans toutes les zones d'intervention. Dans le cas d'intervention à proximité de lignes HT, l'habilitation du personnel sera alors H0 pour tous.

Lors de l'intervention dans la zone DLAP, le réseau HT devra être consigné avant intervention. (Traçage au sol du réseau, sondages manuelles fait au préalable pour repérer l'ensemble des réseaux enterrés).

Pour les travaux de forage, de terrassement ou d'enfoncement, l'employeur doit impérativement s'informer auprès de l'exploitant, qu'il soit public ou privé, de l'existence de canalisations électriques souterraines sur la zone des travaux. Au-delà de la distance limite d'approche prudente (DLAP), des précautions sont à prendre pour ne pas endommager la canalisation. La conduite des travaux doit être dirigée par un chargé de chantier habilité.  
(Voir la norme NFC 18-510)

Le travail à proximité des réseaux GAZ ne pourra se faire qu'après concertation et autorisation du service de distribution GDF



La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . . ) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

## 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

- Le site est en activité à proximité. Le chantier sera clos et indépendant.
- Le bruit devra être limité au maximum,
- Aucun survol de toutes les zones hors clôtures ne sera autorisé.

## 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas d'autres chantiers prévus à proximité

## 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

1. En dehors du chantier clos et indépendant, les consignes de circulation propres au site s'appliquent : les voies de circulation à l'intérieur de l'ensemble du site sont des voies partagées équivalentes à une « zone 30 » selon le Code de la Route. Cela veut dire que la vitesse y est limitée à 30km/h et que les piétons peuvent circuler sur la route s'il n'y a pas de trottoir disponible. Ils sont, dans ce cas, prioritaires et les véhicules doivent leur céder le passage et adapter leur vitesse. L'ensemble du code de la route s'applique sur le site. Le site pourra mettre en place des éléments ou des aménagements visant à réduire la vitesse de véhicules dans les allées de circulation concernées si des dérives sont constatées.

2. La circulation de véhicules du chantier doit se limiter, sauf exception, aux voies de circulation identifiées dans le plan d'implantation du chantier (PIC). Egalement, le stationnement des véhicules de chantier est restreint aux places de stationnement identifiées sur le PIC.

3. L'accès au chantier clos et indépendant est strictement interdit à tous les **personnels du site du 12ème RC**.

4. L'accès du personnel extérieur au chantier dans la zone identifiée comme « stockage » dans le PIC est interdit. Cette interdiction doit être matérialisée par la mise en place de barrières, deux portails sur l'allée et de la signalétique adaptée. Ces aménagements sont responsabilité du MOE. Egalement, le passage devra rester possible pour l'accès des services de secours en cas de besoin : une largeur minimale de 3m. libre de tout stockage, stationnement et encombrement doit être respectée en tout moment tout le long de la voie.

5. Pour les personnels du chantier, l'accès à la base de vie depuis la zone de chantier se fait à pied selon l'itinéraire indiqué dans le PIC. Les déplacements à pied en dehors des zones indiquées ci-dessus (stationnement pour véhicules de chantier, zone des travaux, base de vie) doivent être réduits au strict nécessaire.



6. En dehors du chantier clos et indépendant, les **consignes d'urgence du site du 12ème RC** sont applicables.

### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

**Pas de permis de feu nécessaire à l'intérieur de la zone de chantier close.**

#### RAPPELS :

##### **Pendant le travail :**

- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Ne déposer les objets chauffés que sur des supports ne craignant pas la chaleur et ne risquant pas de la propager.
- Un extincteur à jour des vérifications doit présent sur le poste de travail.

##### **Après le travail :**

- Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.
- Maintenir une **surveillance** rigoureuse pendant **2 heures** au moins après la cessation du travail.

### 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

**IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE FUMER SUR LE SITE EN DEHORS DES ZONES PREVUES A CET EFFET.**

### 6.7. Locaux témoins

Information non communiquée.



## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Se conformer à la procédure :

**Faites le premier PAS !!**

=> **P**ROTEGER (le lieu de l'incident pour prévenir tout suraccident)

==> **A**LERTER (les secours, au **112** ou **18**)

====> **S**ECOURIR (les victimes, si vous êtes compétent)

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

lors du démarrage des travaux, un point de rencontre des secours devra être défini, celui ci devra être proposé aux pompiers.



## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : 45/OLIVET/12RC BAT0025 MESS**

Adresse : 12ème Régiment de cuirassiers 45160 OLIVET

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

lors du démarrage des travaux, un point de rencontre des secours devra être défini, celui ci devra être proposé aux pompiers.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**



## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_METAH
- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_SCALP
- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues
- 20240322\_NP\_ESID\_449049\_Installations-chantier